

*L'Adresse—M. Bernier*

[Traduction]

Peu de temps avant sa mort, le grand savant américain, Robert Oppenheimer, a déclaré craindre le moment où les nombreux êtres humains qui sont menacés par la famine et condamnés au désespoir compareront leur situation avec la nôtre.

Je tiens à souligner que le développement social et économique du tiers monde est non seulement indispensable à la prospérité des pays industrialisés, mais il est également irréversible.

Dans son discours du trône, le gouvernement conservateur a décrit son plan d'action dans les grandes lignes. Nous n'hésiterons pas à innover au fur et à mesure qu'avancera la session. Nous sommes responsables de l'avenir de l'économie de notre pays. Nous rejetons les idées périmées et nous comptons adopter une nouvelle stratégie de développement national qui permettra à l'économie canadienne de se dégager de l'impasse dans laquelle est elle actuellement coincée. Ce nouvel ordre économique nous assurera la prospérité et un développement continu.

[Français]

Il faut donc adopter une nouvelle manière de penser, nous libérer des idées périmées issues du passé et comprendre l'esprit du monde en mutation.

Ce ne sont pas les propos souvent acerbes de nos amis d'en face qui freineront notre activité et empêcheront les 210 membres du gouvernement de penser, d'agir et de réaliser les grands objectifs que nous nous sommes fixés pour le bien-être de chaque Canadien.

L'ancien gouvernement dans sa lutte à l'inflation par des moyens monétaires et budgétaires restrictifs a limité la croissance économique durant ces dix dernières années à un taux de 2.3 p. 100 et cette même lutte a augmenté le chômage à des dimensions inquiétantes lorsque nous avons pris le pouvoir.

Tout comme le mentionne l'éminent journaliste Peter Drucker du *Wall Street Journal* dans son volume intitulé: Vers une nouvelle économie, «Il faut admettre la nécessité de retour aux choix difficiles. Les politiciens doivent s'attaquer à certains choix difficiles de structures et de politiques d'où la nécessité de procéder à des coupures budgétaires.»

Voici les questions que le gouvernement doit se poser. «Quelle part du revenu national doit-on transférer des producteurs aux non-producteurs, c'est-à-dire, ceux qui créent de l'emploi et ceux qui dépendent de l'État. Quelle limite appliquer au volume de dépenses publiques? Quelle part du revenu national peut-on allouer aux fonds disponibles pour la rémunération du travail plutôt qu'à celle du capital sans accentuer le chômage et la dépression? Quels sont les primes et les stimulants financiers fiscaux nécessaires à une formation du capital approprié?» Notre gouvernement fait preuve de grand courage et de détermination car... «Ces questions sont impopulaires. Toute réponse ne peut que prêter à la controverse et présente des risques, parce qu'elle nous rappelle constamment que tout a un coût, donc un prix! C'est une question d'acceptation de la réalité, accompagné du besoin de faire des choix. L'économie est redevenue la science sinistre, la science des limites, des risques et des choix. C'est d'ailleurs l'opinion de l'économiste réputé, John Maynard Keynes: «Il ne suffit pas de comprendre les nouvelles idées, mais d'échapper aux anciennes qui ont tendu leurs ramifications dans tous les recoins de notre esprit.»

Monsieur le Président, je veux insister sur le fait qu'il faut avoir désormais une nouvelle vision sur le monde, une vision globale, systémique, car chaque économie est dépendante des autres pays. Cela est d'autant plus indispensable du fait de l'interdépendance étroite et croissante de l'activité économique et du financement qui existe entre les pays du globe. La conséquence de cette interdépendance, c'est que les problèmes d'un seul pays deviennent des problèmes mondiaux dont leur solution ne peut être recherchée qu'à partir du contexte international.

En exemple: Les pays en voie de développement ont grandement besoin de nos biens et services et les pays industrialisés, tel le Canada, auront de plus en plus besoin d'eux pour la pleine utilisation de leur appareil productif: ce qui va nous aider à combattre notre chômage.

Il serait sans doute souhaitable de s'inspirer parfois des nouvelles idées mises de l'avant par le professeur de l'Académie d'Athènes, Angelo Angelopoulos, dans son ouvrage intitulé: «Un plan mondial de l'emploi», volume qui a d'ailleurs été préfacé par le détenteur du prix Nobel, Lawrence Klein.

Monsieur le Président, à mon sens, le gouvernement conservateur est engagé dans la bonne voie. Si l'on approfondit le discours du trône et l'énoncé économique de l'honorable ministre des Finances (M. Wilson) de la semaine dernière, je suis persuadé que les Canadiens apprécieront les mesures proposées.

● (1730)

Mes commettants de la Beauce n'auront jamais à souffrir financièrement des décisions prises par ce gouvernement progressiste conservateur. Nous protégerons les programmes et les droits acquis. L'honorable ministre des Finances (M. Wilson) a étalé à la face du peuple la situation économique précaire du pays et a proposé, dans un premier volet, un plan de restructuration de nos dépenses, plan déjà endossé par la grande majorité des Canadiens. En créant ce nouveau climat de confiance à travers le Canada, cela favorisera des investissements productifs qui augmenteront la croissance de notre économie à un taux de 3,4 d'ici 1990.

Nous nous engageons à établir un consensus national. Le sommet économique déterminera nos objectifs, comme le mentionnait le très honorable premier ministre. Dans la Beauce, je verrai à encourager, à soutenir les investisseurs, les créateurs d'emplois, ceux qui risquent des capitaux pour le bien de la collectivité.

Le discours du trône fait allusion également à la nouvelle ouverture du gouvernement envers les provinces. La collaboration offerte au Québec me touche de façon plus particulière. Les Québécois ont été frustrés par un long règne de négociations difficiles avec Ottawa. Depuis le 4 septembre, journée de la grande délivrance nationale, les résultats ont été rapides et concrets. La machine fédérale n'est plus rompue à l'affrontement, à la confrontation et aux querelles de juridictions. L'harmonie règne, monsieur le Président. Personnellement, je suis convaincu que le chef de notre parti, et le chef du gouvernement, n'est pas étranger à ce résultat. Son talent de médiateur, sa souplesse et son désir de mettre fin à ces querelles fédérales provinciales auront réussi à créer ce nouveau climat.